

ADRESSE

AUX AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES

Partout en Europe l'ensemble des peuples se mobilise contre les plans d'austérité dictés par la troïka (FMI, Union Européenne, banque centrale européenne) et pris au nom des intérêts des marchés financiers .

Le monde du travail ne veut plus payer les effets d'une crise dont il n'est pas responsable.

En France, le 6 mai dernier, une majorité de citoyens a décidé de mettre fin à l'entreprise de destruction sociale, de division et de discrimination menée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement.

Le désaveu porte l'exigence d'une autre politique ayant pour objectif la satisfaction des besoins sociaux reposant sur une autre répartition des richesses. Elle implique des décisions rapides attendues par des millions de salariés. Elle concerne notamment le pouvoir d'achat, l'emploi, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein, les services publics.

Dans cette situation nouvelle, créée en bonne partie par les mobilisations sociales auxquelles la CGT a largement contribué, **les agents de notre administration comme l'ensemble des salariés, ne doivent s'en remettre à aucun attentisme.** En effet, les marchés financiers, le patronat, et les forces politiques qui les servent en Europe et en France combattront pied à pied les mesures de progrès social qui toucheraient à leurs profits et à leurs dividendes.

Il est donc essentiel que de nouvelles mobilisations soient mises en perspective pour gagner sur les revendications. Il est tout aussi important que le nouveau Président de la République donne rapidement des signes concrets de ses engagements de changement et de justice

En priorité, le nouveau gouvernement doit mettre un terme à la RGPP, à la casse de l'emploi, au démantèlement des services publics, impulser une nouvelle politique salariale, abroger les mesures anti-sociales entérinées dans la dernière période.

A la DGFIP, sur le plan national comme au plan local, cela nous fonde à réitérer auprès des nouveaux interlocuteurs politiques notre exigence d'arrêt des réformes, d'établissement d'un réel bilan contradictoire sur la fusion et d'ouverture immédiate des négociations sur l'ensemble des contentieux revendicatifs.

Des mesures concrètes sont à prendre immédiatement :

- Arrêt des suppressions d'emplois et comblement des postes vacants,
- Arrêt des licenciements et plan de titularisation des personnels non titulaires,
- Revalorisation du point d'indice,
- Suppression du jour de carence,
- Accès automatique au 8^{ème} échelon de la catégorie C,
- Abrogation de l'amendement Lamassoure portant atteinte au droit de grève,
- Abandon de la Prime de fonction et de résultats et de la réforme sur l'évaluation,
- Abandon du projet de corps interministériel des informaticiens.

La CGT Finances publiques affirme sa volonté d'unité pour créer les conditions du rapport de force le plus élevé afin de gagner sur ces revendications.

La CGT Finances publiques appelle les agents à se mobiliser, à se syndiquer à la CGT afin de se donner les moyens d'une intervention efficace pour de nouvelles conquêtes sociales.

Syndicat national
CGT Finances Publiques

● Case 450 ou 451
263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
● dgfip@cgt.fr
● www.financespubliques.cgt.fr
● Tél. : 01.48.18.80.16

La commission exécutive nationale de la CGT Finances publiques

Montreuil, le 10 mai 2012